



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[10 379 295]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	256 789 516 000 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires The outcome of the state budget 2020 was greatly affected by measures due to covid-19 (source; the Swedish National Financial Management Authority's, Sw. Ekonomistyrningsverket) report on the outcome of the state budget 2020).



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[47 455]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[43 092]

[] NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[10.053]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Statistics Sweden and the Riksbank.

1.1.2Données budgétaires relatives au système judiciaire**006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous**

ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	729 839 872 [] NA [] NAP	723 192 262 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	528 969 246 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	[X] NA [] NAP	20 030 335 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	2 177 978 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	17 852 357 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	16 131 114 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	97 977 284 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	1 142 104 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	58 942 179 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Due to differences in nomenclature within different audit systems there is an inherent problem in comparing numbers. As a result, the figures presented in question 6 should be used with prudence. Regarding subquestion 2, "Annual public budget allocated to computerisation (2.1 and 2.2)", the difference between the implemented budget for the reference year and the implemented budget as stated in the previous evaluation cycle, is, at least partly due to the different wording of the question. Question 2.1, "Investments in computerisation", was not specified in the previous evaluation cycle, therefore costs for investments (deprecations) regarding all activities were included in subquestion 7, "Other". This means that some costs have been moved from subquestion 7 to subquestion 2.1. "Other" includes deprecations, consulting services, security services, costs for printing matters, postage, costs for announcements, travel expenses, some expenses for food and lodging as regards training.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Applicants must pay an application fee for applications in civil cases. The fee is paid to the District Court when the application is submitted. The application fee is currently SEK 900 in cases where the value of the claim does not exceed half of the base amount prescribed in the Social Insurance Code (and in court matters). For other civil cases (i.e. where the value of the claim exceeds half of the base amount according to the Social Insurance Code), the application fee is currently SEK 2 800. If the application fee is not paid, the court sends the applicant an order to fulfil the payment obligation. If the payment is not made despite this, the application will be rejected. Consequently, the case will only begin once the District Court has received an application and a payment.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[279]

[] NA

[] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[12 644 844]

[] NA

[] NAP

Commentaires In the previous evaluation cycle, the planned budget value regarding court fees was stated, whereas in this evaluation, the result (received fees) is stated.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	287 220 227 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	369 624 169 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The main reason for the differences between approved and implemented budget for the reference year is a higher influx of cases to the courts.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui () Non [X] NAP

L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP
--	---------------------------------

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui () Non [X] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	232 518 046 [] NA [] NAP	232 692 480 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Previous reporting on the budget of the public prosecution services did not take into account the budget of the Swedish Economic Crime Authority. The Swedish Economic Crime Authority is a specialised authority within the public prosecution service, responsible for investigating and prosecuting certain economic crimes in Sweden. The budget of the public prosecution services will therefore appear higher in this evaluation cycle compared to previous years.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Autre ministère	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Parlement	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Evaluation des besoins particuliers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Nombre de juges/non juges	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Nombre d'affaires nouvelles	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Nombre d'affaires pendantes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nombre d'affaires terminées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Swedish National Courts Administration (questions 6-9, 14-0, 14-1).

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	5 076 483 844 [] NA [] NAP	5 186 865 022 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP

Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui () Non [X] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui () Non [X] NAP
Cour constitutionnelle	() Oui () Non [X] NAP
Service de gestion du système judiciaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui () Non [X] NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non [] NAP
Notariat	() Oui () Non [X] NAP
Service d'expertise légale	(X) Oui () Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	(X) Oui () Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP

Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser : The category “other” encompasses namely the Swedish Police; the Swedish Security Service; the Swedish Economic Crime Authority; the Swedish National Council for Crime Prevention; the Swedish Gene Technology Advisory Board; the Crime Victim Compensation and Support Authority; the Swedish Commission on Security and Integrity Protection; Economic compensation for damages suffered due to crime; Economic costs for certain claim settlements; Economic contributions to local crime prevention; the Judges Proposals Board; EU funding for EU internal security efforts.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Central Annual Government Report 2020

Link: <https://www.esv.se/contentassets/58fc9f3b720d4725abb14f420c2c83d9/esv-2021-12-utfallet-for-statens-budget-2020.pdf>

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The full management responsibility (i.e. organization of work, efficiency, compliance with rules, financial responsibilities etc.) in a district court or administrative court lies with the chief judge. In a court of appeal or administrative court of appeal the responsibilities are in the hands of the president. Chief judges and presidents are appointed by the Government following proposals by the Judges Proposals Board (Sw. Domarnämnden). A chief judge or a president cannot be dismissed other than in instances specifically set out in the Instrument of Government (Sw. regeringsformen). Candidates to the position of chief judges and presidents must, first of all, meet the same requirements of a permanent judge and must have a Bachelor of Laws degree. Many of those appointed as judge have undergone a special programme for training judges, including service at the court of appeal or administrative court of appeal and district court or administrative court. After successfully completing the service period, the candidate is appointed to the position of associate judge at a court of appeal or administrative court of appeal. In addition, those with experience from other qualified legal work can be appointed to the position of permanent judge. In addition to the requirements set for permanent judges, candidates to the position of chief judges and presidents must meet the special requirements and management skills according to the chief profile stipulated by the Judges Proposals Board.

The Instrument of Government specifies that the courts have independent status. This means that neither the Parliament, the Government nor any government agency may determine how a court is to rule in an individual case. The Swedish National Courts Administration is a government agency responsible for overall coordination and common issues within the Swedish Courts such as administrative support and service (ICT), innovation and quality work, resource allocation and other budgetary matters.

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- A Chief Public Prosecutor is responsible for the management of a Prosecution Office. The Prosecution Offices within Sweden are organized in prosecution areas (4 geographical and one national, with specialized national units within for example terrorism and corruption). For each prosecution area there is appointed a Head of Area, who is responsible for the management of the prosecution area and decides concerning budget and number of staff for the Prosecution Offices within that area

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- If a person does not have insurance that covers the cost of her/his dispute, s/he could be entitled to legal aid. First, s/he must check with her/his insurance company to find out if her/his insurance covers the dispute. In criminal cases, a person cannot receive this kind of legal aid. In these cases, a public defence counsel or a counsel for the injured party can be appointed to represent the person in need of legal assistance.

Applying for legal aid: The applicant applies for legal aid together with the lawyer/legal practitioner s/he wishes to represent her/him. Before a person can apply for legal aid, the lawyer/legal practitioner must provide a minimum of one hour and a maximum of two hours consultation on payment of a set fee. During the consultation the lawyer/legal practitioner familiarises her-/himself with the dispute in order to provide advice and make a legal assessment of the need for legal aid. In many cases, consultation is sufficient. If a person decides to proceed, the legal aid application form is completed together with the lawyer/legal practitioner.

The cost of consultation is a set fee of SEK 1,404 per hour (2020). The fee can be reduced if a person's income is less than SEK 75,000 per year. For those who are under the age of 18 and have no income or wealth, consultation is free.

Legal aid includes:

- Part of the cost for the lawyer/legal practitioner for up to 100 hours (in the case of persons under the age of 18 who have no income or wealth, the whole cost could be covered). Legal aid can be increased if there are special reasons.
- The cost of evidence in a general court, the Patent and Market Court and the Labour Court.
- Investigation costs up to SEK 10,000 (excluding VAT).
- Costs for interpretation and translation.
- The court application fee (if legal aid is already received at the time of the application).
- Copies of documents from authorities, documents that have been served etc.
- The cost of a mediator.

When a legal aid matter has been concluded, the National Legal Aid Authority must decide on the division of the legal aid costs. This means that the person receiving aid and the legal representative each receive a letter stating how much the matter has cost and how much shall be paid to the representative.

Payment: When the person who has received legal aid has received an invoice, s/he has a month to pay. If payment is not done during this period, the person will receive a reminder. It is possible to contact the Legal Aid Authority if difficulties arise to pay the whole amount at the same time. In such a case, the Legal Aid Authority can sometimes help with a payment plan. If the payment plan is not followed, the whole amount is due for payment immediately and the Swedish Enforcement Authority will collect the amount owing.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : If legal aid has been granted, fees related to the enforcement of judicial decisions is covered, no matter type of case (the Legal Aid Act, Section 19).

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : For example costs for a mediator or advisor.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux

TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	6 561 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 977 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	584 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Source (other than criminal cases): National Legal Aid Authority

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : National Legal Aid Authority: When the application is handled by the National Legal Aid Authority, the median from application to decision is 12 days.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The size of the legal aid fee is based on a person's financial base and the total costs for her/his legal

representative. The legal aid fee is a percentage of the total cost for her/his legal representative.

Several factors affect the financial base although in simple terms it comes down to a person's assets/wealth minus debts and support obligations. If a person has assets/wealth in addition to her/his income, this could affect whether or not s/he is granted legal aid. It is the taxable value of the assets that is used as a basis. One is allowed to make a deduction of SEK 15,000 per year for each child under the age of 18 for whom one has an obligation to support although this is subject to a maximum of SEK 75,000 per year. The financial base must not be more than SEK 260,000 per year for one to be granted legal aid.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	4 912 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	4 912 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	25 542 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	25 542 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes

physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : website <https://www.domstol.se/om-sveriges-domstolar/for-professionella-aktorer/rattshjalp-och-taxor/>

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://lagrummet.se/	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://domstol.se	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) https://www.domstol.se/tjanster-och-blanketter/	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : Other documents include the following forms: small claims (application for European small claims procedure; link to the European e-justice Portal), civil lawsuit (application for a summons, reply), legal aid (application for legal aid, application for compensation for appearance etc.), divorce

(application, certificate of living apart etc.), bankruptcy (application, list of assets and debts).

<http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/> (legal texts)

<https://lagrummet.se/> (case-law)

<https://domstol.se> (information about the judicial system, in other languages as well)

<http://www.domstol.se/Ladda-ner--bestall/Blanketter/> (downloadable forms, online registration forms)

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

Oui, toujours

Non

Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : General for citizens

The are official internet sites/portals where the general public may have free-of-charge access to legal texts, case-law of the higher courts and other online services of the courts. Furthermore, you can get the same service over telephone, by e-mail or by visiting the authorities.

Websites: <http://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/>

<https://lagrummet.se/rattsinformation/rattspraxis>

<https://www.domstol.se>

Specific for victims of offences

The Swedish Crime Victim Authority (Sw. Brottsoffermyndigheten) is subordinate to the Ministry of Justice and led by a Director-

General appointed by the Government. Its overall aim is to look after the rights of all crime victims and to draw public attention to their needs and interests. Website: www.brottsoffermyndigheten.se (Information available in several languages).

After reporting a crime to the Police Authority, the police and the prosecutor are responsible for giving victims information on their rights during the preliminary investigation. They shall also inform about the possibilities to receive damages and criminal injuries compensation. The Swedish Crime Victim Authority offers information to victims on their rights throughout the whole legal process.

For certain crimes, the victim is entitled to personal legal support, a counsel for the injured party. The counsel assists the victim during the preliminary investigation and during the court proceedings. The counsel for the injured party is free of charge and is funded by the state.

The Swedish Crime Victim Authority also supports the non-profit organisation Victim Support Sweden (Brottsofferjouren). Victim Support Sweden gives information and support to victims by telephone, online and in person at almost every district court in Sweden.

The Swedish Crime Victim Authority provides information for minors who have been the victims of offences. The information is produced in cooperation with the government agency The Ombudsman for Children in Sweden (Sw. Barnombudsmannen, an agency tasked with representing children regarding their rights and interests on the basis of the UN Convention on the Rights of the Child). It is adapted so that children should be able to search for information and find information on where to get help. Website: www.jagvillveta.se

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Victimes de violence domestique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Personnes en situation de handicap	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Délinquants mineurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : Victims of human trafficking, forced marriage, sexual mutilation.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]15 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]15 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]15 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). In a civil case concerning a minor's income from his/her own work a minor over 16 years of age can represent him-/herself. Minors over 15 years of age can be defendants in criminal proceedings. The main rule is that a public defence counsel shall be appointed. In cases concerning compulsory care of minors, a minor over 15 years of age has the right to represent him-/herself. A public counsel shall be appointed. The court decides if a minor under 15 years of age can be heard as a witness in court.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire If there is a conflict of interest between the minor and the parent/legal guardian in civil proceedings, an administrator can be appointed by the court.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- [X] Seuil(s) d'âge
- [] Capacité de discernement
- [] Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- [15]
- [] NA
- [] NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

- [15]
- [] NA
- [] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : A minor between the ages of 15 and 17 who commits an offence is usually sentenced to a fine or one of the special sanctions for young persons: youth care, youth service or institutional care of young persons. Persons under the age of 18 are very rarely sentenced to prison, but this is possible if the young person committed a very serious offence shortly before he or she reached the age of 18.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- () Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
- (X) Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
- () Oui, toujours
- () Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- (X) Pour tous les types d'infractions
- () Pour certains types d'infractions
- [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : If the offender is unable to pay, or if an offender has not been found, and there is no insurance that can cover all the damages, the victim of crime may receive compensation from the State. This is called criminal injury compensation and as a rule it is limited to personal injuries and violations. The criminal injuries compensation is not limited to specific types of criminal offences. It is possible to receive criminal injuries compensation for example for crimes against life and health, liberty and peace, sexual crimes, robbery and for gross defamation. There is a limited possibility to receive compensation for theft and fraud.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure

d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires In order to receive a compensation it is necessary for the criminal offence to be reported to the police. The victim/s of the offence/s must also have tried to get a compensation from the insurance company. In principle, however, if the suspect has been identified, a conviction or a summary imposition of a fine is required.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : If the offender is unable to pay, or if an offender has not been found, and there is no insurance that can cover all the damages, the victim of crime may receive compensation from the State. This is called criminal injury compensation and as a rule it is limited to personal injuries and violations. The criminal injuries compensation is not limited to specific types of criminal offences. It is possible to receive criminal injuries compensation for example for crimes against life and health, liberty and peace, sexual crimes, robbery and for gross defamation. There is a limited possibility to receive compensation for theft and fraud.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires In order to receive a compensation it is necessary for the criminal offence to be reported to the police. The victim/s of the offence/s must also have tried to get a compensation from the insurance company. In principle, however, if the suspect has been identified, a conviction or a summary imposition of a fine is required.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : If the offender is unable to pay, or if an offender has not been found, and there is no insurance that can cover all the damages, the victim of crime may receive compensation from the State. This is called criminal injury compensation and as a rule it is limited to personal injuries and violations. The criminal injuries compensation is not limited to specific types of criminal offences. It is possible to receive criminal injuries compensation for example for crimes against life and health, liberty and peace, sexual crimes, robbery and for gross defamation. There is a limited possibility to receive compensation for theft and fraud.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires In order to receive a compensation it is necessary for the criminal offence to be reported to the police. The victim/s of the offence/s must also have tried to get a compensation from the insurance company. In principle, however, if the suspect has been identified, a conviction or a summary imposition of a fine is required.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts

octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable : There are no comprehensive or complete studies on this subject.

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Eg help to claim compensation from the offender within the criminal procedure, and help to claim seized property which belong to the victim.

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Same as the comment in Q.35, although it is even more common that minor victims have their own special legal representatives.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	2 125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 880 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 170 985 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	985 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	2 122 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 879 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 170 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Condamnation injustifiée	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : When it comes to cases concerning excessive length of proceedings (and non-execution of court decisions) the case management system applied by the Office of the Chancellor of Justice does not allow to clearly identify these types of cases. Only in three cases that were registered in 2020 the claim clearly concerned excessive length of proceedings. In regard to cases concerning wrongful arrest the total amount of EUR 7 170 000 includes accrued interest and costs for legal assistance. (The compensation payments alone amounted to EUR 6 968 000. Other: NAP

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : The majority of the satisfaction surveys mentioned above are being carried out at a court level. Therefore there are neither English translation nor reference links available. The content of the court surveys conducted during 2020 was customer service of the court (e.g. reception at the court, information on proceedings, politeness and proficiency of court staff), the conduct of the hearing (e.g. respectful treatment of the parties during hearing), the judgment/decision of the court (e.g. comprehensibility, foreseeability, and fairness of the decision). The surveys covered also issues concerning the general level of trust in the justice system (e.g. whether the respondent believes that the system is generally impartial). The Swedish National Courts Administration has not conducted any nationwide survey in 2020 but a nationwide survey for the general public is carried out once a year by The Swedish National Council for Crime Prevention with questions about e.g. confidence in the judiciary, insecurity and concern for crime and exposure to crime. Link to the survey in English, <https://www.bra.se/bra-in-english/home/publications/archive/publications/2020-10-15-swedish-crime-survey-2020.html>

Concerning the category "Other not mentioned" the Swedish National Courts Administration conducts every third year the so called "media survey". The purpose of this survey is to establish the journalists' opinion and experience of their contacts with the Swedish courts. This survey is conducted as a telephone interview survey and involves around 150 journalists from all over the country. The journalists are asked for example to share their opinions about interviews that they have done with the representatives for the judiciary/courts as well as their trust in the judiciary. The survey contains both quantitative and open questions.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	2 125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 170 985 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : The sums regarding "Other external bodies" refers to the number of requests for compensation made to The Chancellor of Justice and the total amount in Euros, please see question 37.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

Nombre de tribunaux

Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	94 [] NA [] NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	55 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	48 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	6 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	39 [] NA [] NAP

Commentaires District courts are the courts of first instance among the general courts and deal with criminal and civil cases and various kinds of other matters. In addition to civil and criminal cases, district courts also take decisions on such matters as adoption, administrators, bankruptcy and special representatives. There are 48 district courts across the country. They vary in size, from about ten to several hundred employees.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	31 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux administratifs	12 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux pour enfants	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés	18 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : Administrative courts are the courts of first instance that deal with cases involving disputes between individuals/companies and authorities. These courts settle many different types of cases (more than 500 different types of cases). Common types of cases are tax cases, social insurance cases, cases under the Social Services Act and cases concerning compulsory care. There are twelve administrative courts. The Patent and Market Court deals with issues relating to market law and intellectual property. There is one first-instance Patent and Market Court. Its decisions can be appealed to the Patent and Market Court of Appeal. Land and Environment courts process cases such as permits for water operations and environmentally hazardous operations, issues of

health protection, nature conservation, refuse collection, polluted areas and hazardous waste, environmentally-related damages and compensation issues, issues of building, demolition and land permits under the Planning and Building Act, site leaseholds, appeals in planning matters, land parcelling, utility easements and expropriation. There are five Land and Environment Courts, which are specialized courts at the District Courts in Nacka, Vänersborg, Växjö, Umeå and Östersund. The Land and Environment Courts' decisions can be appealed to the Land and Environment Court of Appeal in Stockholm. Migration courts review decisions made by the Swedish Migration Board on matters concerning aliens and citizenship. There are four Migration Courts, they are specialized courts which are part of the Administrative Courts in Malmö, Göteborg, Stockholm and Luleå. The Migration Courts' decisions can be appealed to the Migration Court of Appeal in Stockholm. Maritime courts deal with cases under the Swedish Maritime Code (1994:1009). There are seven maritime courts, which are part of the District Courts in Luleå, Sundsvall, Stockholm, Kalmar, Malmö, Gothenburg and Karlstad. Sweden also has special courts, which are not considered to be part of the general and administrative courts' system. These two courts are completely separated from the general and administrative courts and their organization, which means that they have a more far-reaching separation from the general and administrative courts. Those are: The Labour Court (deals with labour disputes. Labour disputes are disputes in the frame of employers and employees' relationships. The Labour Court is normally the first and only instance competent in labour disputes. Nevertheless, some labour disputes are heard first in a district court, after which an appeal may be lodged with the Labour Court as the court of second and final instance) and The Swedish Foreign Intelligence Court. Rent and Tenancy Tribunals are not included because they are not courts in Sweden, but administrative agencies. These are quasi-judicial bodies which hold similar powers to the courts and make decision on disputes involving rents, tenant-ownerships and leaseholds.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	84 [] NA [] NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	99 [] NA [] NAP

Commentaires The number of first instance courts of general jurisdiction is 48, but five of these also operate in another location in addition to the main location. Thus, the total of first instance courts as geographic locations is equal to 48+5+31 (first instance specialised courts) = 84.

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	53 [] NA [] NAP
Le licenciement	53 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	53 [] NA [] NAP
Faillite	53 [] NA [] NAP

Commentaires The number of first instance courts handling above mentioned cases (courts of general jurisdiction) is 48, five of these also operate in another location in addition to the main location.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Small claims (civil) cases, are handled under Chapter 1 Section 3 d of the Code of Judicial Procedure if the value of what is claimed in the case clearly does not exceed half of the base amount under the Social Insurance Code. The base amount for 2020 is 47 300 SEK, so if the value does not exceed 23 650 SEK (2 353 EUR) it is a small claim. The court fee for small claims is lower, the cases are handled by one single judge and the possibility to be reimbursed for litigation costs is limited.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[2 353]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	1 200 [] NA [] NAP	535 [] NA [] NAP	665 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	809 [] NA [] NAP	374 [] NA [] NAP	435 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	359 [] NA [] NAP	142 [] NA [] NAP	217 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	32 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser studies

Sans raison

Commentaires "Other reason": studies

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
-----------	------------	------------

Total (1 + 2 + 3) (%)	4 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
1. En première instance (%)	4 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	4 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
 () 50 – 60%
 () 60 - 80%
 (X) Plus de 80 %
 [] NA
 [] NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	1 200 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	351 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Première instance	809 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	215 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Deuxième instance	359 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	120 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Cours suprêmes	32 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

Total	Hommes	Femmes
--------------	---------------	---------------

Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	70 [] NA [] NAP	38 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	58 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	10 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	2 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	135 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	19 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question : Judges over the age of 70 have not been able to work during the pandemic. Those between 68 (the official retirement age) and 70 years might also have been less willing to work due to the risk of infection.

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	9 035 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	(X)
Affaires familiales	()	()	(X)
Affaires de droit du travail	()	(X)	()
Affaires de droit social	()	()	(X)
Affaires commerciales	()	(X)	()
Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] Affaires pénales

[X] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs,

voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	4 996 [] NA [] NAP	1 226 [] NA [] NAP	3 770 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	3 375 [] NA [] NAP	660 [] NA [] NAP	2 715 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	700 [] NA [] NAP	232 [] NA [] NAP	468 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	163 [] NA [] NAP	113 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	758 [] NA [] NAP	221 [] NA [] NAP	537 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	4 996 [] NA [] NAP	1 226 [] NA [] NAP	3 770 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	3 973 [] NA [] NAP	995 [] NA [] NAP	2 978 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	886 [] NA [] NAP	203 [] NA [] NAP	683 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	137 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP

Commentaires



=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires Source: The Swedish National Courts Administration, Unit for Procurement

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration/Unit for Procurement/

3.3.Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	1 044 [] NA [] NAP	396 [] NA [] NAP	648 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	12 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : All Swedish prosecutors have the mandate to act at first instance as well as second instance level, therefore one answer is NA (The number of prosecutors at first and second instance level is 1 032, 392 males and 640 females). However, only the Prosecutor General and specifically appointed prosecutors working in the Office of the Prosecutor General have the mandate to act in the Supreme Court.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[X] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[X] A des fins de retraite anticipée

[X] Autre raison, veuillez préciser Studies

[] Sans raison

Commentaires Other reason: Studies

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	10 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
1. En première instance (%)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires All Swedish prosecutors have the mandate to act at first instance as well as second instance level, therefore one answer is NA. For more information we refer to the comments to question 055.

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
 () 50 - 60%
 (X) 60 - 80%
 () Plus de 80 %
 [] NA
 [] NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	38 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	3 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : There are 35 Heads of Prosecution Offices at first and second instance level. The prosecutors working in the Supreme Court (three prosecutors) are placed at the Office of the Prosecutor General and do not belong to a prosecution office.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]

[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	522 [] NA	99 [] NA	423 [] NA

Commentaires The number of men has increased as part of the increased staffing that has taken place since the previous reference year.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish Prosecution Authority

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : The Swedish National Courts Administration: The Judges Proposals Board (Sw. Domarnämnden) administers all matters regarding appointment of permanent judges and submits proposals of judges to the Government.

The Instrument of Government (Sw. Regeringsformen), Ch. 11, § 6, stipulates that, when appointing permanent judges, only grounds of fact, such as merit and skill, shall be paid attention to. According to the Public Employment Act (1994:260) (Sw. Lagen om offentlig anställning), § 4, skill shall be put first if there are no special reasons for not doing so. Furthermore, it is stated in the Employment Regulation (1994:373) (Sw. Anställningsförrordningen), § 4, that regarding appointment of state employment to an authority under the Government, in addition to merit and skill, such grounds of fact as are in accordance with general labour market-, equality-, social- and employment policy objectives shall also be taken into consideration. Equality may be of decisive importance in situations where the Judges Proposals Board finds the applicants equally qualified as to merit and skill.

What is mentioned above is included in the "requirements profile" for the appointment of permanent judges.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : The Swedish Bar Association: There are no provisions for facilitating gender equality. The Swedish Bar Association promotes gender equality through different projects, networks and education.

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? There is no specific document for the judiciary. However, the Swedish government has adopted a general gender equality policy, which applies to all levels of society, including government agencies and the judiciary. As a part of this gender policy, the Swedish Government has adopted a development programme to strengthen gender mainstreaming in government agencies. Gender mainstreaming (jämställdhetsintegrering) is defined as the incorporation of a gender equality perspective in all policy areas, at all levels and at all stages, by the actors normally involved in the policy-making process

The aim of the development programme is to further develop gender mainstreaming in government agencies so that the activities and services provided by participating government agencies contribute to achieving gender equality policy goals. The programme comprises 59 government agencies and one organisation, including agencies in the cultural, judiciary and health care sectors. These agencies are to integrate a gender equality perspective in their activities, based on a tailor made action plan developed by the respective agency. Reports from the participating agencies show that they have identified both critical challenges as well as positive results as regards their contribution to the achievement of the national gender equality policy objectives.

Link to the general equality policy in Sweden:

<https://www.government.se/4adb29/contentassets/efcc5a15ef154522a872d8e46ad69148/gender-equality-policy-in-sweden>

On December 2020 the Government assigned the National Courts Administration to further develop its work with gender mainstreaming within the Swedish Courts in order to contribute to achieving the Government's overall gender equality policy goals. The National Courts Administration is to submit its report no later than 1 September 2021, which will include an action plan on its efforts concerning gender mainstreaming for the years 2022–2025.

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de

justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire : The Equality Ombudsman (DO) is responsible for equal opportunities issues on national level. The Equality Ombudsman is a government agency that works on behalf of the Swedish parliament and government to promote equal rights and opportunities and to combat discrimination.

The Swedish Gender Equality Agency, established on 1 January 2018, aims to contribute to effective implementation of Swedish gender equality policy. The main task of the gender equality agency is to coordinate, follow up and provide various forms of support in the area of gender equality. The work is carried out in the following domains:

- Analysis and follow-up of the development towards gender equality.
- Support to government agencies, county councils, regions and municipalities in the implementation of gender equality policy.
- Coordination and implementation of certain assignments in the area of gender equality policy.

Please see also the comment to question 61-5 regarding gender mainstreaming.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) The Equality Ombudsman has the duties described in the Discrimination Act (2008:567).

The Ombudsman shall work to ensure that discrimination associated with sex, transgender identity or expression, ethnicity, religion or other belief, disability, sexual orientation or age does not occur in any areas of the life of society.

The Ombudsman shall also work in other respects to promote equal rights and opportunities regardless of sex, transgender identity or expression, ethnicity, religion or other belief, disability, sexual orientation or age.

See also (2017:937) Ordinance with Instructions for the Swedish Gender Equality Agency.

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) The Equality Ombudsman (DO) is a government agency that works on behalf of the Swedish parliament and government to promote equal rights and opportunities and to combat discrimination.

The Swedish Gender Equality Agency is also a government agency. See (2017:937) Ordinance with Instructions for the Swedish Gender Equality Agency.

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) According to Section 2 of the Discrimination Act (2008:567) The Equality Ombudsman shall provide advice and other support so as to help enable anyone who has been subjected to discrimination to claim their rights.

Further, within her or his sphere of activities, the Equality Ombudsman shall

- inform, educate, discuss and have other contacts with government agencies, enterprises, individuals and organisations,
- follow international developments and have contacts with international organisations,
- follow research and development work,
- propose legislative amendments or other anti-discrimination measures to the Government, and
- initiate other appropriate measures.

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)

Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : See comment below.

les mesures prévues (veuillez préciser) : See comment below.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires The situation has not changed, comments made in previous evaluation cycle still apply:

Sweden has the first feminist government in the world. This means that gender equality is central to the Government's priorities – in decision-making and resource allocation. A feminist government ensures that a gender equality perspective is brought into policy-making on a broad front, both nationally and internationally. Women and men must have the same power to shape society and their own lives. This is a human right and a matter of democracy and justice. The overarching goal of Sweden's national gender equality work is for women and men to have the same power to shape society and their own lives. This goal is separated into six sub-goals in the following areas: influence, economy, health, education, work and bodily integrity. The gender equality work is ultimately a matter of redistributing power and resources in order to achieve the goals. Gender equality is also part of the solution to society's challenges and a matter of course in a modern welfare state – for justice and economic development. The Government's most important tool for implementing feminist policy is gender mainstreaming, of which gender-responsive budgeting is an important component. In recent years Gender Mainstreaming has been strengthened within public authorities. One example is the work carried out by six courts that were assigned to act as pilot courts for gender mainstreaming. They have analysed their operations from a gender perspective, for example court buildings, steering documents and reception of court staff and the public. The Swedish Gender Equality Agency was established on 1 January 2018 to contribute to effective implementation of Swedish gender equality policy. The work of the agency requires close cooperation with other government agencies, municipalities, county councils, regions, civil society and business and industry. The main task of the gender equality agency is to coordinate, follow up and provide various forms of support in the area of gender equality.

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- [] Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- [] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- [] Autres études, veuillez préciser:

[X] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/parte prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

- personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement
- équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques
- autres (préciser en commentaire)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

(X) Oui

() Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- [X] les processus opérationnels
- [X] la charge de travail
- [] les ressources humaines
- [X] les coûts
- [X] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) The utilisation rate of system solutions in the Swedish courts is also measured.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) External IT-security companies have performed audits of relevant systems.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les

tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The EU Regulation 2016/679 (The General Data Protection Regulation or GDPR) is the principal data protection legislation in the EU, hence also in Sweden. This key law governing privacy in Sweden regulates the processing of personal data wholly or partly by automated means and the processing other than by automated means of personal data which form part of a filing system or are intended to form part of a filing system. The GDPR applies to all Swedish establishments which process personal data in their capacity as controller (i.e. the natural or legal person, public authority, agency or other body which, alone or jointly with others, determines the purposes and means of the processing of personal data) or processor (i.e. a natural or legal person, public authority, agency or other body which processes personal data on behalf of the controller), regardless of in which country the processing takes place. Exemption from the GDPR's material scope includes for example processing of personal data by a natural person in the course of a purely personal or household activity. Two key laws in Sweden which complement the GDPR are the Act containing supplementary provisions to the EU General Data Protection Regulation (Sw; Lag (2018:218) med kompletterande bestämmelser till EU:s dataskyddsförordning, the "Data Protection Act", and the Ordinance containing supplementary provisions to the EU General Data Protection Regulation (Sw; Förordning (2018:219) med kompletterande bestämmelser till EU:s dataskyddsförordning, the "Data Protection Ordinance". The Data Protection Act and the Data Protection Ordinance inter alia regulate Sweden's implementation of the areas where the GDPR allows flexibility for the individual EU Member States to further specify and supplement the GDPR's provisions, such as age of consent in relation to information society services as well as the lawfulness of processing special categories of personal data and personal data relating to criminal convictions and offences. They also contain provisions regarding enforcement of sanction decisions and the role of the supervisory authority. The regulation along with the supplementary and special laws (for example the Court Data Act and the Criminal Data Act) form the legal framework that governs the processing of personal data by courts and within law enforcement as well as citizens' rights in regard to the protection of their personal data. Generally, the sector specific legislation complement the GDPR but the GDPR has priority. According to the GDPR it is mandatory for each EU Member State to provide for one or more supervisory authority/authorities to be responsible for monitoring the application of the GDPR. The supervisory authority for the GDPR, the Data Protection Act and the Data Protection Ordinance is the Swedish Authority for Privacy Protection, "IMY" (Swedish; Integritetsskyddsmyndigheten). The authority was previously, until December 31, 2020, called the Swedish Data Protection Authority (Swedish; Datainspektionen). Within the criminal law enforcement chain there are special legal arrangements in place which enable the autonomous authorities to participate in the large-scale information exchange process.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data

Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : The answers regarding 3rd instance decisions and open data differ from previous answers (2018-2020 Evaluation). No change in the database has taken place. The reason why the answers are different is that the question or concepts have previously been interpreted in a different way.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

- [] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
[] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès According to the law, the Swedish National Police Authority is responsible for the criminal records and records of suspected offenders. These records contain information on individuals who have been penalized for crime and who are under reasonable suspicion for crime.

For example, private individuals have the right to personally request an extract pertaining to themselves.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

- (X) Oui
() Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
<p>Civile et/ou commerciale</p>	<p>(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>
<p>Pénale</p>	<p>(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	(X) dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) Non
	(X) non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires <https://intranatet.dom.se/>

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input checked="" type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input checked="" type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input checked="" type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
-----------------------------	---	--	--	--

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser : These registries are not managed by the courts.

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The Swedish National Courts Administration: In the CMS it is possible to get an overview of workload, the amount of detail differs from court to court depending on which level in the organization the individual cases are connected to.

In an additional system for managing lay judges it is also possible to extract detailed information on which judge that presided in which meeting/hearing.

In addition to this, data from the CMS is exported to a data warehouse from which a statistics tool can extract data at an organizational level, thus making comparisons between courts possible. The answer "no" regarding data used for monitoring at national level for non-

judge/non-prosecutor staff refers to non-judge staff only (source: the Swedish National Courts Administration), whereas the answer regarding non-prosecutor staff is yes (source: the Swedish Prosecution Authority). The Swedish Prosecution Authority: The Swedish Prosecution Authority has its own system and makes its own follow-up, monitoring takes place at prosecution office level (third column).

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

() Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[X]	[]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[X]	[]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires Consent from the recipient is not mandatory, there is a presumption that if an individual submits his/her e-mail address to the court he/she also consents to it being used. The courts always assess if it is suitable before using e-mail in the specific case.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires The communication is mainly managed through e-mail, but professionals and parties can i.e. submit applications and sign documents electronically at the official homepage of the Swedish Courts - this procedure is somewhat limited in reach still, because it is not possible to submit documents in all kinds of cases through this channel yet. In criminal matters the Prosecution Authority turn in their indictments and other documents through an electronic channel within the criminal justice system.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires "Other" refers to e-mails without electronic signature.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires The main provision regarding video conferencing is found in the Swedish Code of Judicial Procedure, Chapter 5, Section 10, where it is stipulated that is the court that/judge who/ decides on participation through video conferencing. The court/judge shall, in this context, pay special regard to i.a. costs or inconveniences that would otherwise arise, if someone who shall participate in the proceedings feels fear of being present in the court room or if it is necessary for security reasons. Participation through video conferencing may not take place if it is inappropriate.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires Normally, all examinations in the district courts, shall be documented through audio-visual recording (the Swedish Code of Judicial Procedure, Chapter 6, Section 6).

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

- [] nombre de nouvelles affaires
- [X] durée des procédures (délais)
- [X] nombre d'affaires terminées
- [X] nombre d'affaires pendantes
- [X] stocks d'affaires
- [X] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- [] satisfaction du personnel des tribunaux
- [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [] coûts des procédures judiciaires
- [] nombre de recours
- [] taux de recours
- [] clearance rate
- [] disposition time
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Other: - Number of individuals and cases prosecuted (including decisions on summary imposition of a fine and waiver of prosecution)

- Case handling time (including investigation time) and decision making time (time from a completed preliminary investigation to decision by a prosecutor)

- Number of cases where prosecutors request confiscation of proceeds of crime

Comments:

There are of course many more performance indicators, but these are the main ones as specified in SPA:s annual report.

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : Annual evaluation and occasionally when needed.

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

(X) Oui
() Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : There is a regular evaluation of the Prosecution Authority, both by internal audit and external through, e.g. meetings between Prosecutor-General and the Ministry of Justice once a year, and with the Swedish National Audit Office.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

(X) Oui
() Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

Conseil Supérieur de la Magistrature



- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :Internal audit at the Prosecution Authority.

Commentaires "Other": Internal audit at the Prosecution Authority

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time

autre (veuillez préciser) :Statistics concerning review permits in a superior court (this is often required when you appeal to a superior court) - Number of incoming cases where there is a demand for a review permit - Number of cases that receives a review permit - Time to examine if a review permit will be given Statistics concerning hearings - Number and duration of hearings in a case - Number of cancelled hearings in a case Statistics concerning parties - Number and type of parties in a case (defendants, witnesses, parties injured, plaintiffs) - Number of detained persons (in custody) in a criminal case - Number of cases including minor offenders (< 18 years old) Statistics concerning various types of decisions - Number of times a judicial decision is changed in a superior court Statistics concerning unit within court used to handle the case Statistics concerning number of judges used to handle the case.

Commentaires "Other": Statistics concerning review permits in a superior court (this is often required when you appeal to a superior court)

- Number of incoming cases where there is a demand for a review permit
- Number of cases that receives a review permit
- Time to examine if a review permit will be given

Statistics concerning hearings

- Number and duration of hearings in a case
- Number of cancelled hearings in a case

Statistics concerning parties

- Number and type of parties in a case (defendants, witnesses, parties injured, plaintiffs) - Number of detained persons (in custody) in a criminal case
- Number of cases including minor offenders (< 18 years old)

Statistics concerning various types of decisions

- Number of times a judicial decision is changed in a superior court - Statistics concerning unit within court used to handle the case
- Statistics concerning number of judges used to handle the case

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X) We are monitoring cases with detained suspects and cases with young suspects and/or young victims. This is according to law.	()
dans les services du ministère public	(X)	()

Commentaires "Within the courts" - We are monitoring cases with detained suspects and cases with young suspects and/or young victims. This is according to law.

"Within the public prosecution services": At all units, each prosecutor is responsible for his/her cases and monitors them, and at the end, it is the responsibility of the Chief Public Prosecutor to monitor the work of the staff on a regular basis.

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Swedish National Courts Administration, SE-551 81 Jönköping, Sweden

() Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Swedish Prosecution Authority, Box 5553, SE-11485 Stockholm, Sweden

() Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

() Oui, sur internet

(X) Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires The Swedish Prosecution Authority must, like all Swedish government authorities, submit an annual report to the Government

concerning the activities and the economy of the authority during the past year. The report describes how the authority has used its budget, achieved the goals and accomplished the tasks received in the instructions by the Government.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Each court has a continuous dialogue with the local public prosecution office/s/the public prosecution office at hand regarding inter alia planning of hearings and on-call service for urgent matters.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : For example regarding planning of hearings, presentation of evidence (technical equipment needed, estimated time for questioning parties and witnesses etc.).

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires There is no system in place for evaluating judges in regard to quantitative performance targets.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du

juge ?

Oui

Non

Commentaires There is no qualitative individual appraisal of the judges' work.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires There is a regular individual assessment of prosecutors' work by the Chief Public Prosecutor at each unit.

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration and the Swedish Prosecution Authority; There is no by law regulated

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser: Situations in which a judge is considered disqualified are stated in the Swedish Code of Judicial Procedure, Chapter 4, Section 13. A judge who is aware of a fact that can be assumed to disqualify him/her has an obligation to make this known (Ch. 4, Section 14). If a party has notified the court, duly, that he/she considers the judge not impartial, the matter shall be decided on as soon as can be done (Ch. 4, Section 15). If the judge does not accept the objection, the matter is decided on by another judge. A decision in which the objection of disqualification is approved is final. However, the matter can be tried in a higher court if the objection of disqualification is rejected.

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir

d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : Case-law from the ECHR in which Sweden is a party, including case-law concerning article 6, is published on the Government's webpage (<https://www.regeringen.se/internationella-mr-granskningar-av-sverige/>). Said case-law is normally published in the form of summaries or excerpts thereof together with hyperlinks to the original texts. Furthermore, Swedish law provides that anyone who has been subject to a violation of his or her rights under the Convention, including violations of article 6, may claim damages from the state or the municipalities. In this regard, individuals may turn directly to the Chancellor of Justice and seek a voluntary settlement of such a claim. If the application is rejected by the Chancellor, a civil suit may be brought in the general courts. A civil suit can also be initiated in the courts directly without a prior application to the Chancellor.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires In Sweden, it is possible to review a case, that has entered into final force, using so called extraordinary remedies. Relief for a substantial defect may for example be granted if the application of law forming the basis of a judgment is manifestly inconsistent with a statutory provision. The Convention is part of national Swedish law. Judgements and decisions of the ECHR in cases against Sweden are binding for Sweden and have to be respected and followed by law enforcers at all levels of public service. The verdicts of the ECHR in cases concerning other countries have a status of guidelines for the interpretation and application of the convention.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration
The Swedish Ministry of Justice (questions 86, 86-1-1)

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In civil and administrative cases it is possible to rule a temporary decision pending a final decision in some matters. In criminal cases there are specific procedures for urgent matters (detained persons and juveniles).

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Small disputes and misdemeanour cases. There are no simplified procedures for administrative cases.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
- affaires pénales
- affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	104 472 [] NA [] NAP	284 482 [] NA [] NAP	290 710 [] NA [] NAP	98 244 [] NA [] NAP	1 833 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	30 234 [] NA [] NAP	62 676 [] NA [] NAP	64 457 [] NA [] NAP	28 453 [] NA [] NAP	711 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	9 078 [] NA [] NAP	22 682 [] NA [] NAP	22 700 [] NA [] NAP	9 060 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	9 078 [] NA [] NAP	22 682 [] NA [] NAP	22 700 [] NA [] NAP	9 060 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	61 698 [] NA [] NAP	191 832 [] NA [] NAP	196 212 [] NA [] NAP	57 318 [] NA [] NAP	820 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	3 462 [] NA [] NAP	7 292 [] NA [] NAP	7 341 [] NA [] NAP	3 413 [] NA [] NAP	301 [] NA [] NAP

Commentaires Migration cases are included in administrative law cases. The district courts had in general an increase of cases filed 2020 from previous year. This increase can mainly be explained by an increased amount of criminal cases, see Q 94. Cases determined increased slightly more. Cases pending also increased. The administrative courts had an increase of two percent for cases filed, migration cases excluded. Looking at the migration cases separately, these increased strongly with 22 percent. A large amount of cases were determined at the administrative courts, nine percent more than year 2019 regarding general cases, and a nine percent increase regarding migration cases. This led to a lower level of cases pending. However, the increase in pending cases older than two years in the administrative courts, may partly be due to an increase of cases since the previous reference year.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Here we included three types of cases which all go under the same name "joint petition": joint petitions for divorce, dissolution of civil partnership and custody of children.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Property cases, environmental cases and cases in relation to the Planning and Building Act.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	42 178 [] NA [] NAP	119 936 [] NA [] NAP	115 152 [] NA [] NAP	46 962 [] NA [] NAP	1 859 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
The district courts had in general an increase of cases filed 2020 from previous year. This increase can mainly be explained by an increased amount of criminal cases. This could be related to an increased outflow from previous stages in the legal chain, in combination with an increased inflow of appointment cases (appointment of public defender), as well as the fact that the trial operations regarding “rapid proceedings” in criminal cases have led to more such cases being registered. More courts joined the trial operation at the beginning of the year.

Important amendments relating to first instance courts’ efficiency in criminal matters have to be highlighted. On the one hand, the government bill (prop. 2020/21:209 Utökade möjligheter att använda tidiga förhör) is aimed at making the procedure of all large criminal cases (rapid proceedings) more modern, flexible and efficient. The proposals include increased possibilities to use statements in questionings at an early stage, including inter alia increased possibilities to allow statements in questionings by law enforcement authorities to be used as evidence. On the other hand, a government bill (prop. 2020/21:214 Utökade möjligheter att avgöra mål på handlingarna i allmän domstol) is proposing that more of the criminal cases in the district courts shall be possible to determine in a written procedure, in order to handle these cases in the most appropriate way and as efficient as possible. This can result in, inter alia, shorter processing times and increased flexibility for the court, which can free up time for hearing times for the more complex cases. The amendments foreseen by the two bills are proposed to enter into force on 1 January 2022.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 ^{ème} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	15 996 [] NA [] NAP	62 228 [] NA [] NAP	66 197 [] NA [] NAP	12 027 [] NA [] NAP	112 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	882 [] NA [] NAP	2 931 [] NA [] NAP	2 824 [] NA [] NAP	989 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

3. Affaires administratives	12 500 [] NA [] NAP	41 044 [] NA [] NAP	45 106 [] NA [] NAP	8 438 [] NA [] NAP	83 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	2 614 [] NA [] NAP	18 253 [] NA [] NAP	18 267 [] NA [] NAP	2 600 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The number of second instance civil and commercial litigious cases pending at the end of the year has increased. Some explanations are: the number of civil cases has increased every year since 2016 (corresponding development can be observed in the district courts, which explains the inflow to the courts of appeal); Large increase in cases in general in the courts of appeal, not least of criminal cases in recent years, which might have affected the time in which civil cases are determined; There has been a very large increase in cases in 2018 compared to 2020 (17 percent); The pandemic might be a contributing factor as regards 2020. More urgent cases, such as criminal cases, have been prioritized; Svea Court of Appeal is the “dominant” court of appeal. When the turnaround time increases in Svea Court of Appeal, there is a risk that the turnaround time at large for the courts of appeal increases. This happened as regards civil cases in which leave to appeal was granted in 2018 compared to 2020.

As concerns “other cases”, there was an increase in number of environmental cases in 2019. The administrative law cases are handled by the administrative courts of appeal. Migration cases are included in administrative law cases. The courts of appeal had an increase in cases filed from previous year. Despite the increase in resolved cases, there is an increase in the number of pending administrative cases which may be explained by a major increase of cases about hyperhidrosis and many of these have not yet been resolved. The administrative courts of appeal had an increase in cases filed, excluding migration cases. For the migration cases there was a decline of cases filed from previous year with 19% less cases filed. The number of resolved cases, migration cases excluded, at the administrative courts were 26% more than 2019 mostly driven by social security cases. However, 19% less migration cases were resolved. Regarding pending cases there was a significant decline for both migration cases with 18% less, and general cases with 34% less which was related to the high amount of social security cases that was resolved during the year. The courts of appeal's increase in cases filed from previous year could, in common with the district courts, be connected to the increase in criminal cases.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	3 444 [] NA [] NAP	10 765 [] NA [] NAP	9 960 [] NA [] NAP	4 249 [] NA [] NAP	38 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	38 [] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The number of incoming criminal cases in second instance has increased, as well as the number of pending cases at the end of 2020, due to the fact that the number of criminal cases has increased in first instance.



4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 273 [] NA [] NAP	12 185 [] NA [] NAP	11 832 [] NA [] NAP	2 626 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	78 [] NA [] NAP	217 [] NA [] NAP	219 [] NA [] NAP	76 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	1 621 [] NA [] NAP	7 439 [] NA [] NAP	7 206 [] NA [] NAP	1 854 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	574 [] NA [] NAP	4 529 [] NA [] NAP	4 407 [] NA [] NAP	696 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Administrative law cases are handled by the Supreme Administrative Court, while all the other cases in the table 99 are dealt with by the Supreme Court. The number of "Other cases" increased in the Supreme Court. "Other cases" in the Supreme Court are for example cases about a new trial, restoration of expired time, gross procedural error, extradition and Bar Association matters. "Other cases" increased in second instance until 2020, which partly explains the inflow of "Other cases" in third instance. The number of civil cases in first instance decreased temporarily in 2020 due to the pandemic. However, the connection between civil cases in first instance and third instance is weak because leave to appeal is needed in second instance and many of these cases thus never "reach further" in the court hierarchy. The Supreme Court also had an increase in the number of resolved cases, while the Supreme Administrative Court had approximately the same level of resolved cases as previous year. The Supreme Administrative Court also had an increased level of pending cases, by 14%, due to an increase in various case categories, for example social security cases and other cases.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 360

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	188 [] NA [] NAP	2 236 [] NA [] NAP	2 156 [] NA [] NAP	268 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : The number of pending criminal cases before the Supreme Court increased as regards criminal cases in third instance in 2020 due to an increased inflow of criminal cases in the lower courts. So called "priority cases" are included in the number of incoming criminal cases. The priority cases may affect the processing time of other cases (and thus the number of pending cases /on 31 Dec. ref. year/).

Generally speaking, cases pending at the Supreme Court increased, driven mostly by criminal cases, followed by other cases (please, refer also to the comment of Q 99).

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	5 490 [] NA [] NAP	9 163 [] NA [] NAP	9 458 [] NA [] NAP	5 195 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	10 559 [] NA [] NAP	10 414 [] NA [] NAP	11 429 [] NA [] NAP	9 544 [] NA [] NAP	1 059 [] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires "Insolvency" includes bankruptcy cases and company reconstruction cases.

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	69 488 [] NA [] NAP	123 032 [] NA [] NAP	135 113 [] NA [] NAP	57 407 [] NA [] NAP	1 809 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	6 945 [] NA [] NAP	11 452 [] NA [] NAP	12 045 [] NA [] NAP	6 352 [] NA [] NAP	363 [] NA [] NAP

Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	3 555 [] NA [] NAP	11 167 [] NA [] NAP	10 861 [] NA [] NAP	3 861 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
---	----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	----------------------------	------------------------

Commentaires The Swedish Migration Agency: Regarding non-court procedures relating to asylum seekers (refugee status under the 1951 Geneva Convention), it is not possible for the Swedish Migration Agency to specify any numbers due to the fact that the refugee status is determined as permit is granted. - Regarding non-court procedures relating to the right to entry and stay for aliens, the interpretation has been made that the question refers to all applications for permits (asylum, application on the grounds of family ties, work, studies, EES, visit) and to first time applications in first instance (i.e. the Swedish Migration Agency). The Swedish National Courts Administration: Migration cases are still very numerous due to a high number of incoming asylum seekers in 2015, since 2015 this number has decreased but is still on a quite high level in Sweden.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. In Sweden, the Swedish Migration Agency is the authority that considers applications from people who want to take up permanent residence in Sweden, visit, seek protection from persecution or get Swedish citizenship.

If a person's application is rejected by the Swedish Migration Agency, the decision can be appealed against. The single largest category of decisions of the Swedish Migration Agency that are appealed against are those relating to applications for asylum. A description is provided below of what happens when the Swedish Migration Agency has rejected an application for asylum and the person who has applied then appeals to court. In broad terms, this system applies to most decisions of the Swedish Migration Agency that are appealed against. An asylum application is submitted to the Swedish Migration Agency, which will either grant it or reject it. If the Swedish Migration Agency grants the application, a residence permit will be issued. In the event of rejection, the Swedish Migration Agency will also make a decision on refusal of entry or, if the person who made the application is in Sweden, on deportation. A decision of the Swedish Migration Agency to reject an asylum application and simultaneous decision on refusal of entry or deportation can be appealed against. Appeals are submitted to the Swedish Migration Agency, which will first reconsider its decision. If the Swedish Migration Agency does not amend the decision, the appeal will be forwarded to a Migration Court. In the Migration Court, the Swedish Migration Agency will be the opponent of the person who applied for asylum. The asylum seeker will often be represented by public counsel. The determination of the Migration Court can be appealed against to the Migration Court of Appeal. Appeals should be submitted to the Migration Court, which will forward the documents to the Migration Court of Appeal. In order for the Migration Court of Appeal to entertain an appeal, leave to appeal must first be granted. If the Migration Court of Appeal does not grant leave to appeal, the decision of the Migration Court will remain in force and it will not be possible to appeal further. However, if a leave to appeal is granted, this means that the case will be considered and determined by the Migration Court of Appeal. The decision will form a precedent and thereby provide guidance for decisions of the Swedish Migration Agency and the Migration Courts in similar matters. The Migration Court of Appeal is the supreme instance and its decisions cannot be appealed against.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie enfantine	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : 1. Child sexual abuse According to Swedish law, it is punishable to perform a sexual act with a child under the age of 15 regardless of whether the child participated voluntarily in the sexual act or not. It is also punishable to perform a sexual act with a child between the ages of 15 and 18 who is the perpetrator's descendant, or is being brought up by or has a comparable relationship with the perpetrator, or for whose care or supervision the perpetrator is responsible by decision of a public authority. It is also punishable to perform a sexual act with someone (above the age of 15) who is not participating voluntarily. According to Swedish law sexual offences can be committed without any physical contact between the perpetrator and the victim. Thus, a sexual offence can be committed when the perpetrator and victim are not in the same physical place but communicate e.g. over the internet. 2. Child pornography

Sweden has very far-reaching criminalisation of all conceivable forms of engagement with child pornography pictures. It is a criminal offence to depict a child in a pornographic picture, to make such a picture available to someone else, to acquire such a picture for oneself or offer it to someone else, to facilitate in any way the dealing with such pictures, or to possess such a picture. Since 1 July 2010, the sheer viewing of child pornographic pictures that one has gained access to is also punishable as child pornography crime. Since 1 May 2020 responsibility for depicting a child in a pornographic image is also assigned to a person who did not have intent but was negligent regarding the circumstance that the person depicted is under eighteen years of age. All kinds of pictures are covered by the regulation, for example pictures in printed publications, pictures in video recordings and pictures that are communicated on the Internet. The criminal regulation comprises animated pictures of child pornography and regardless of whether the depicted child actually exists or not.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1 ^{ère} instance (en jours)	Durée moyenne en 2 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne en 3 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	171 [] NA [] NAP	102 [] NA [] NAP	141 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Divorce contentieux	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	213 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	348 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Average length in 3rd instance of civil and commercial litigious cases: the pandemic might be a contributing factor to longer turnaround times for exempted cases, inter alia because some presentations of reports and hearings were cancelled, both in order to reduce the spread of infection and due to illness of parties. The Swedish National Courts Administration's statistics system cannot provide the remaining data in respect of civil cases.

A reply is provided as regards the average length in 1st instance of insolvency cases (now including company reconstruction cases) in the district courts (however, we do not have such detailed data for second and third instance). Litigious divorce cases: there are no such details of average length as regards second and third instance. We do not have such a detailed division of criminal cases (robbery cases and intentional homicide), thus the NA replies, nor of civil cases (employment dismissal cases). Furthermore, some employment disputes are only handled by the Labour Court (special court), other such disputes by the district courts (general courts) as first instance.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Please see the general comments.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de

la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Average length of proceedings is calculated from the date when the application of summons is received by the court until the date of the judgement.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) ::Decisions on coercive measures

Commentaires "Other significant powers":Decisions on coercive measures

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NAP

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	118 858 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	497 291 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	514 851 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	193 763 [] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	[X] NA [] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	31 944 [] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	39 505 [] NA [] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	122 314 [] NA [] NAP
3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	55 915 [] NA [] NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	65 159 [] NA [] NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	200 014 [] NA [] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	112 271 [] NA [] NAP

Commentaires 118 858 includes 23 563 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

497 291 includes 40 047 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

387 526 includes 69 150 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

193 763 includes 34 575 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

31 944 includes 8 260 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

39 505 includes 15 001 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

122 314 includes 11 314 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

55 915 includes 1 571 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

200 014 includes 4 684 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

112 271 includes 21 081 from the Swedish Economic Crime Authority (EBM).

3.1.1 Discontinued by the public prosecutor because the offender could not be identified: on the one hand, the numbers are very small and will not affect the totals considerably and, on the other hand, these types of cases, when they occur, are included in other subcategories.

3.1.4 The vast majority of the cases mentioned in 3.1.4 are discontinued due to the lack of enough evidence (the Code of Judicial Procedure, Chapter 23, Section 4).

3.3 Cases closed by the public prosecutor for other reasons consists of cases closed for administrative reasons, i.e. transfer to another prosecution office or that the police shall be in charge of the preliminary investigation. The data for 2018 is 486 410 (3. Processed cases) and 66 766 (3.3 Cases closed by the public prosecutor for other reasons)

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish Prosecution Authority

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :Please see the general comments

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Judges Proposals Board (Sw. Domarnämnden). In Sweden, judges are appointed by the Government, but it is the Judges Proposals Board which administers all matters regarding the appointment of permanent judges and submits proposals of judges to the Government. The Judges Proposals Board shall also work actively and longterm to promote the recruitment of permanent judges (sources: The Judges Proposals Board's website;

<https://www.domstol.se/domarnamnden/>, and the act on appointment of permanent judges, lag [2010:1390] om utnämning av ordinarie domare). Please see the general comments regarding question 110 as well.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	9 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : The Judges Proposals Board consists of nine members. Each member has a personal deputy. Five of the members must be, or must have been, permanent judges. Two of the members must be lawyers operating outside the judiciary and one of them must be an "advokat", a professional title only members of the Swedish Bar Association may use. Two of the members must represent the public. These two members, and their personal deputies, are elected by the Riksdag (the Swedish Parliament). The other members and their personal deputies, are appointed by the Government. All members and deputies are appointed for a term of no longer than four years (source: The Judges Proposals Board's website; <http://www.domstol.se/domarnamnden/>).

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
 Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
 Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

- Concours/Examen
 Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
 Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
 Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
 La performance (quantitative)
 Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
 Autre(s)
 Aucun critère

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : The Swedish Prosecution Office is part of the executive power under the Ministry of Justice. The Prosecutor General is appointed by the Government. The budget of the Authority is decided by the Parliament upon proposal by the Government. The full functional independence of the Prosecution Authority is guaranteed by the Swedish Constitution.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : No authority, not even the Riksdag or the Prosecutor General, may decide on how a prosecutor shall decide in a matter concerning the exercise of authority against an individual or concerning the application of law (Chapter 12, Section 2 of the Instrument of Government).

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Mainly through a recruitment procedure for junior legal professionals, (LLM and two years service as law clerk at a district court)

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés,

initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de procureurs
- Une instance composée seulement de non procureurs
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Chief Public Prosecutor who is recruiting with support of the HR department. The HR director is responsible for the process and regulations.

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : If you have applied for a job and not been hired you have the right to appeal against the decision to the National Board of Appeal (Statens överklagandenämnd). The appeal must be made within three weeks from the date of the decision. The board will examine the decision based on the written documentation from the recruitment process. The board will decide in the case and can either issue a sanction or decide that the complainant shall be hired. The board can also remit the case to the recruiting organization for a new process.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : As of 2020, the compulsory retirement age has been raised to 68 (generally, not only for judges).

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :3

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration and the Swedish Prosecution Authority

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires There is no public training institution for prosecutors.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	6 000 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires This is the total budget for the Judicial Training Academy and includes training for non-judge staff. The budget for training of judges is around 1 500 000 €.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. The Judicial Training Academy for the Swedish judicial courts organizes a compulsory training programme for judges in training. It is part of the four-year system for training of future judges during which the judges in training work as legal clerks/junior judges/acting associate judges in the courts. There is however no compulsory initial or continuous training for appointed judges. Training for newly appointed judges is carried out individually depending on the background and previous experience of each judge. The appointed judges can choose which courses to participate in for their continuous training, which is normally planned in dialogue between the judge and the court president. The Judicial Training Academy offers a wide range of training sessions to choose from for both initial and continuous training.

Comments regarding prosecutors: In order to become a prosecutor, you need to apply for a position. The competent candidates then undergo tests as part of the recruitment process. All newly employed prosecutors within the Swedish prosecution service have to undergo basic training for a total of 15 weeks, divided into four parts, during their first three years in the service. This basic training is compulsory. All public prosecutors must go through the basic training to become a public prosecutor. After the first three years in the service, the public prosecutors are offered continuous training. The continuous training is compulsory for specialized senior public prosecutors. The training is offered by the Prosecution Authority and is not a public body. The spent budget for the training of prosecutors was about 2 300 000 euro in 2020.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	28 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	288 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	234 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	220 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . The Swedish National Courts Administration: The in-person training courses were held between January and March 2020, the rest were either cancelled or converted to online training courses due to the pandemic.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juges	153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	187 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	2 206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 284 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	79 951 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	51 169 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	803 508 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	514 245 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	138 395 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	76 117 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 390 872 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	764 980 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	56 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	560 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	88 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	880 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The Swedish Prosecution Authority cannot provide net annual salary, since it is not possible to calculate it accurately.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires No benefits at all

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[X] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires There are no regulations in place empowering the Swedish Association of Judges – or any other judicial body or institution – to decide on ethical standards. However, the association can adopt such standards under the same conditions as any other private organisation. Such standards are in place as a result of a cooperation of judges lead by the Swedish Association of Judges. The standards are not given a form of rules to follow. Instead the documents comprise a list of questions ment to be a source of support for the judge when facing ethical problems or dilemmas. Work is currently underway to update the documents.

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- () Juges uniquement

- Juges et représentants d'autres professions juridiques
 Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
 Non
[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Procureurs uniquement
 Procureurs et représentants d'autres professions juridiques
 Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

- Oui
 Non
[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- [] Justiciables
[X] Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
[] Cour suprême
[] Conseil supérieur de la magistrature
[] Tribunal disciplinaire
[] Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
[X] Médiateur (Ombudsman)

- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :The Chancellor of Justice
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :Chancellor of Justice, the Prosecution Authority and the Swedish Economic Crime Authority
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : During the reference year, six judges were reported to the Government Disciplinary Board for Higher Officials.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. During the reference year, measures (reprimand) were taken against one judge in a matter concerning disciplinary responsibility.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration (Source: The Annual Report 2020 from the Government Disciplinary Board for Higher Officials) and the Swedish Prosecution Authority

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	6 257 [] NA	4 117 [] NA	2 140 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui

ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires NAP

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires administratives	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
 Arbitrage/médiation
 Mandataire
 Syndic de copropriété
 Agent immobilier
 Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
 Avocat salarié
 Avocat d'entreprise

Commentaires NAP

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
 un barreau régional
 un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- (X) Oui
() Non

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The annual report from the Swedish Bar Association and the Code of Professional Conduct for Members of the Swedish Bar Association etc.

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :The Bar Association

Commentaire "Other": The Bar Association

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	583 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	583 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The Disciplinary Committee only tries cases regarding breach of professional ethics (a criminal offence might also be a breach of professional ethics). 545 proceedings were initiated by client/opposing party/other and 38 initiated by the Board of the Bar Association. The Disciplinary Committee decided in a total of 705 cases.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	159 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	102 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autre	57 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : In 2020 the number of actions taken were proportioned as follows: Reprimands: 102
Warnings: 30
Warnings + fines: 24
Disbarments: 3

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

- () Oui
 (X) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires familiales	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires administratives	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires pénales	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires Please see the general comments to question 163.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

- (X) Oui
 () Non
 [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

Total	Hommes	Femmes

Nombre de médiateurs	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires In order to facilitate the choice of special mediator, the Swedish National Courts Administration, commissioned by the Swedish Government, has put together and published a list of special mediators available for the mediation procedure outside the court room (the list does not include mediators in family cases). However, there is no formal accreditation/registration.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Source: The Swedish National Courts Administration

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The Swedish National Courts Administration

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	767 [] NA [X] NAP	319 [] NA [X] NAP	448 [] NA [X] NAP
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	767 [] NA [] NAP	319 [] NA [] NAP	448 [] NA [] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 68

Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :
Dismissal as a disciplinary action may occur.

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure

d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Date de naissance	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Etat civil	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Cohabitant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Employeur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires When it comes to seizure from a third party of the debtor claims regarding a sum of money and seizure of remunerations, clerks within the Swedish Enforcement Authority can be given this competence.

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires When the Swedish Tax Agency needs information when investigating taxes, it may get a court decision which can be enforced by the Swedish Enforcement Authority.

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires After initial training, the continuous training is adapted for each individual enforcement agent.

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Some training sessions are by e-learning

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The ICT aspect is integrated. Successively ever more parts of the enforcement procedures are digitalized.

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer : Successively as the debtor can find out more and more information about the enforcement procedure, through e-services, there is less demand to answer questions. And as there is successively more access to digital information when investigating assets the asset investigation procedure runs smoother and the likelihood for a better result increases.

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement

négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : 17th chapter Enforcement Code and Regulation regarding enforcement costs.

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

[] absence de toute exécution

[] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

[X] manque d'information

[X] durée excessive

[] pratiques illégales

[] supervision insuffisante

[] coût excessif

[] défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires In 2020 there were 1 296 000 public cases and 774 000 private cases arriving for enforcement. The complete investigation was performed within nine months in 98 % of the arriving cases.

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

(X) entre 1 et 5 jours

() entre 6 et 10 jours

() entre 11 et 30 jours

() plus (veuillez préciser) :

[] NA

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	1 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	1 [] NA [] NAP
1. Réprimande	1 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The authority's HR manager

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :The Swedish Police Authority

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. Other judicial functions: Legality control of lotteries, cancel obligations and shares, take up protests according to the "Cheque Act" (1932:130), Sw. checklagen,

and the "Bills of Exchange Act" (1932:131), Sw. växellagen.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires No information

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser)
- Aucun

Commentaires No information

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Registre du commerce	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Registre de l'état civil/ de la population	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aucun	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires No information

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires No information

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser) Each notary is responsible for keeping his/her own archives.

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

11. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration (source: Regulation [1982:327] on Notarius Publicus, Sw. förordning om notarius publicus) and the County Administrative Board in Jönköping, Sweden.

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[246]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : <https://www.kammarkollegiet.se/vara-tjanster/tolk/sok-tolk-i-vart-register>

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser Medical experts in administrative courts, experts engaged by a counsel under the Legal Aid Act. See also comments below.

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. "Other": Medical experts in administrative courts, experts engaged by a counsel under the Legal Aid Act. See also the general comment.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) : Other: The National Board of Health and Welfare administers a list of medical experts who can be contacted by the administrative courts when there is a need for appointing such experts in social security cases. National: Decisions from the Judges Proposals Board as regards expert members of the court/s/.

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 3-6 years

Non

Commentaires 3-6 years

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

Obligation de formation

Formation initiale	() Oui (X) Non
Formation continue	() Oui (X) Non

Commentaires Experts do not have an obligation of training. Besides, optional training courses are not proposed to judicial experts.

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires (500-550 expert members of the court/s/)

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Salaires de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité de l'expertise	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

- Le processus de sélection
- La formation initiale ou continue
- Les procédures disciplinaires
- NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Swedish National Courts Administration, The Judges Proposals Board

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : More efficient handling of pre-trial detentions and less isolation:

In March 2020, the Government submitted the Bill More efficient handling of pre-trial detentions and less isolation (prop. 2019/20:129) to the Swedish parliament with proposals on how the use of pre-trial detention and restrictions can be limited. The following legislative amendments will enter into force on 1 July 2021. •Detention periods will be limited through the use of time limits. A suspect can according to the new legislation be held in remand for no longer than nine months until prosecution has been brought against him or her. The time limit regarding detainees under 18 years of age is set to three months. The time limits can be exceeded only if there are exceptional reasons to do so. An example of such a circumstance is if the crime is especially difficult to investigate because it's a part of organized or gang-related crime. •A suspect in remand under the age of 18 shall have the right to spend time with other persons, for example staff or other prisoners in remand, for at least four hours per day. •The court, and not the prosecutor as previously was the case, shall now assess and decide on what type of restrictions that can be imposed on a detainee.

•The possibilities for the court to hold a main hearing and a detention hearing at the same time have increased. This results in shorter detention times.

•The prosecutor must now present a time plan for the preliminary investigation to the court. •Arrested suspects under the age of 18 can be held in detention in police arrest only if it is absolutely necessary, and therefore the main rule is that they should be placed elsewhere.

•A suspect under the age of 18 can be held in custody only if there are exceptional reasons for it, which is a clarification of current practice.

Link: https://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/arende/betankande/effektivare-hantering-av-haktningar-och-minskad_H801JuU43

208-2. Budget

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : Reference is made to the answer in the Evaluation cycle of 2018-2020 with the following addition: A properly functioning justice system is an important precondition for people to feel safe. By providing substantial additional resources, the Government has increased the capacity of the justice system considerably, but more needs to be done for effective crime-fighting. To strengthen the preconditions in fighting crime and increasing security the Government decided during 2017 to increase the number of people working as police officers and civilians within the Police agency with 10 000, totaling 38 000 employees by 2024.

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : Strengthening the protection of democracy and the independence of the judiciary:

A Committee of Inquiry on 'Strengthening the protection of democracy and the independence of the judiciary' was set up by the Government in February 2020, following a request by the Riksdag in 2018. The all-party committee - that has itself adopted the name "the 2020 Committee of Inquiry on the Constitution" - is chaired by the President of the Supreme Court and has a mandate to examine the forms of amending the constitution.

The Committee also has a mandate to examine several aspects of the Swedish framework for judicial independence and to propose legislative and constitutional amendments. The Committee will examine whether the number and retirement age of Supreme Court Judges and Supreme Administrative Court Judges should be regulated in the Constitution. The Committee can consider these questions in view of the recent case law of the Court of Justice. According to the mandate of the Committee, the objective would be to strengthen the protection of the independence of courts and judges against possible interference due to a lowering of the retirement age or an increase or decrease in the number of judges of the highest courts by changes in ordinary law. Further, the question of regulating the number of judges in both Supreme Courts will be assessed in view of the legal academic debate in Sweden. In this context it has been suggested that an increase or decrease in the number of judges could be used as a means of political influence. In addition, the Committee will examine whether the independence of the National Courts Administration should be strengthened. Finally, the Committee has also been given the task of assessing whether a wider scope to limit the constitutionally protected freedom of association should be introduced in relation to individuals who are part of groups engaged in terrorism. In March 2021 the Committee presented a report that proposes the introduction of a new rule that provides the possibility of limiting freedom of association with respect to associations that are engaged in or support terrorism. The report is being circulated to relevant government agencies, organisations and other stakeholders, for consultation. Regarding the other questions, The Committee will present its final report no later than 15 February 2023.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Quicker criminal investigations and prosecutions:

In January 2018, a pilot project was initiated to investigate and prosecute crime more quickly. The project is being carried out jointly by the Police Authority, the Prosecution Authority, the Prison and Probation Service, the National Board of Forensic Medicine, the National Courts Administration and three district courts. The project is based on increased cooperation between the authorities and a changed investigative method at the Police Authority, focusing on early investigative measures. To the extent possible, the criminal investigation should be completed at the scene of the crime. The project also includes a new method for the court's service of documents to persons

suspected in criminal cases. The project covers crimes that do not require extensive investigation, such as drunk driving, driving without a license, shop-lifting and drug offences. The pilot project was initiated in the northern Stockholm area. It has since then been expanded, first to the whole of Stockholm police region and then to parts of all remaining police regions. There is a special track for suspects under the age of 18. On 30 January 2020 the Government appointed an Inquiry to investigate a permanent order of the pilot project and other measures for quicker criminal investigations and prosecutions. The Inquiry will present its report on 15 June 2021.

International conventions:

On 28 April 2021 Sweden ratified the Convention on Cybercrime, also known as the Budapest Convention, and its additional protocol concerning the criminalisation of acts of a racist and xenophobic nature committed through computer systems. Legislative amendments have been made to ensure full compliance with the Convention. These changes came in to force 1 May 2021.

Link: https://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/arende/betankande/sveriges-tilltrade-till-europaradets-konvention_H801JuU16

Abolished special treatment of offenders aged 18–20 when it comes to sentencing for serious offences:

In December 2017 the Government appointed an Inquiry to propose, inter alia, how to design a system in which offenders aged 18–20 are treated like other adult offenders when it comes to sentencing. The Inquiry report was delivered in December 2018. In July 2020 the Government referred a revised, narrower, proposal to a number of consultation bodies for consideration. The proposal is now being prepared within the Government Offices, with the intention to refer a proposal to the Council on Legislation.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Data interception: On 1 April 2020 a new legislation on secret data interception came into force. The new coercive measure legislation provides law enforcement agencies a possibility to use technological tools to access computers and other types of technical equipment used for communication, for example encrypted mobile telephones. The use of secret data interception is permitted in certain preliminary investigations, for intelligence purposes and in the case of special controls in respect of aliens. The use of secret data interception is only permitted in cases of particularly serious crime and requires court decisions. The law is to apply for a limited period of time – for five years. The law will then be evaluated.

Link: https://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/arende/betankande/hemlig-dataavlasning_H701JuU19

208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Conditional release:

On 1 July 2020, legislative amendments came into force, which means, among other things, that the monitoring period after conditional release is extended, that the possibility of prescribing conditions on what is to apply after the conditional release is extended and that the possibility of confiscating conditionally granted freedom due to negligence during the conditional release expanded. The Swedish Prison and Probation Service can also decide on electronic monitoring of the released person to check that a regulation is complied with.

Link: https://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/arende/betankande/en-tydligare-koppling-mellan-villkorlig_H801JuU8

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : - Abolished statute of limitations for certain crimes against children:

In May 2020, the statute of limitations was abolished for certain crimes committed against a person who had not attained eighteen years of age, namely rape, gross rape, rape of a child, gross rape of a child and certain offences under the Act Prohibiting the Genital Mutilation of Women (1982:316). This also applies to offences committed before the change of the legislation, as long as offences were not barred by the statute of limitation when the changes entered into force. - Honour related crimes:

On 1 July 2020 legislative amendments regarding honour related crimes came into force. Among these was the introduction of a penal provision regarding child marriage. Unlike the regulation of coercion to marry, the provision does not include the requirement of coercion or exploitation of a vulnerable situation in the case of offences directed at children. The penal provision covers both legally valid marriages and informal marriages whether these are entered into in Sweden or abroad. The penalty for the offence is imprisonment for at most four years.

Also, a special ground for more severe penalties for offences with honour motives was introduced meaning that courts as aggravating circumstances, when assessing penalty value, in addition to what applies for each specific type of offence, should give particular consideration to whether a motive for the offence was to preserve or restore the honour of a person or of an immediate or wider family or some other similar group. - Children witnessing crimes: On 1 July 2021 a new crime, violation of a child's integrity, takes effect. It becomes a crime against the child to expose him or her to witness certain criminal acts, such as assault, in a domestic relation. - Travel ban to protect children from marriage and genital mutilation: In order to protect children from being taken abroad or leaving Sweden for the purpose of entering into marriage or genital mutilation, new legislation on travel bans for children came into force on 1 July 2020. The travel ban constitutes both an obstacle to issuing passports and a reason for withdrawing a passport and it is a criminal offence to take a child out of Sweden in violation of a travel ban. On 3 March 2021, the Ministry of Social Affairs decided to instruct an investigator to review whether the scope of the travel ban should be extended to include the risk of a child being taken abroad or leaving Sweden for the purpose of being subjected to criminal acts other than marriage and genital mutilation. The mission also includes considering whether the scope should be extended to include the risk of a child being taken abroad or leaving Sweden for the purpose of participating in terrorist crime, crime linked to criminal networks or other serious crimes. The investigators mission shall be completed by 10 January 2022.

- Strengthening the rights of the child in the Social Services Act:

On the 6th of April 2017 the Government appointed an Inquiry with the task of reviewing the Social Services Act and some of the tasks of the social services. The Inquiry report was delivered in August 2020. The report, among other proposals, includes several bills which aim to clarify and strengthen the rights of the child. It also includes a bill which aims to allow the social services committee to offer care, services, and other support in a less bureaucratic way. Thus, such support may become more accessible to families and individuals. The

Inquiry report is now being prepared within the Ministry of Social Affairs.

- A strengthened child rights perspective in custody cases

New legislation has been decided by the Parliament to be entered in to force on 1 July 2021. The legislation regarding obligatory information meetings is though to be entered in to force by 2022. The changes that aim to strengthen the child rights perspective in the custody process, create better prerequisites for parents to reach consensual solutions and strengthen the protection of children who are at risk of harm. For example, the legislation proposals include obligatory information meetings with the social welfare committee to precede court proceedings. Further, the proposals also include a possibility for the social welfare committee – in a case or matter concerning custody, residence, or contact – to hear the child even without the guardian's consent and without the guardian being present.

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In January 2020 the Government appointed an inquiry on further strengthening protection under criminal law against sexual violations. The remit includes inter alia to review the scale of penalties for sexual offences and present proposals that are needed for the penalties to fully correspond to the seriousness of the crimes. The Inquiry will present its report on 1 June 2021. On 24 March 2021 the Government proposes a bill measures aimed to prevent interpersonal and domestic violence. The government proposes that in The Social Services Act to task the social welfare to work with IPV perpetrators to change their behaviors to prevent relapse. The Government also proposes that in the Health Care Act that the child's need for information, advice and support must be given special consideration in health care if the child's parent or another adult permanently living with the victim or has exposed the child or someone close to the child to violence or other abuse. Also, the government propose a possibility for the social services and health care to provide information to under certain conditions to the police authority in order to prevent a more serious offense. The Government will shortly refer several proposals to the Council on Legislation intended to strengthen the protection against domestic violence. Among these is a proposal that the minimum penalty for gross violation of a woman's integrity should be raised from imprisonment for at least nine months to imprisonment for at least one year. The proposals also include legislative amendments in the Non-Contact Order Act.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Digital communication in court proceedings:

On 17 June 2020 the Government presented a bill with amendments to the law that aim to enable or facilitate digital communication in court proceedings. The proposals include the following. A lawsuit and other applications according to the Code of Judicial Procedure can be made in digital form. In that case, the application must be signed with an advanced electronic signature. A power of attorney may be issued in digital form and signed with an advanced electronic signature. A public defender does not have to submit a power of attorney other than if the court deems it necessary. Unnecessary requirements for a party to provide hard copies are taken away. The new legislation has been adopted by the Riksdag and mainly entered into force on 1 January 2021.

Link: https://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/arende/betankande/digital-kommunikation-i-domstolsprocesser_H801JuU4

Digitization of the judiciary:

Acting on government instructions the authorities in the judicial chain – jointly and through the use of information technology – are continuously working to develop a better exchange of information in the criminal justice process. In 2020 the government enacted a regulation (2019:1283) on the digitalisation of the judiciary. The regulation contains provisions on the coordination of work on digital information exchanges and other measures relating to digitization in criminal proceedings. A council consisting of the heads of eleven authorities has been established, called the Council for the digitization of the judiciary. The Council serves as a decision-making forum

where the authorities agree on relevant issues. Each authority then implements its part of the joint agreements that has been reached. The Swedish National Council for Crime Prevention is responsible for coordinating and giving administrative support to the council. Already today, the judicial authorities exchange a large amount of information digitally, such as criminal reports, preliminary investigation protocols and indictments. Through strengthened coordination, the authorities can take the initiative for more joint development efforts that can free up time and resources, improve law enforcement and enhance service to citizens. The Council shall also cooperate on common strategic issues concerning the use of new technologies and innovations.

Link: https://www.riksdagen.se/sv/dokument-lagar/dokument/svensk-forfattningssamling/forordning--20191283-om-rattsvasendets_sfs-2019-1283

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In September 2019, the Government presented 34 new measures to combat gang crime. This is the largest package of measures to combat gang crime ever in Sweden and includes both short- and long-term measures. In combination with the historic expansion of the Swedish Police Authority by 10 000 employees by 2024, the stricter penalties that have already been introduced, and the additional SEK 2.4 billion invested in the judicial system in 2020, these new measures are further intensifying the fight against crime in Sweden. The 34 points cover four areas: law enforcement tools, sanctions, breaking the culture of silence and crime prevention.

Link: <https://www.government.se/government-policy/a-more-secure-sweden/34-point-programme--government-measures-to-combat-gang-crime/>